

Soutien à Elie Domota !

Soutien à l'UGTG !

Soutien à Lyannaj kont pwofitasyon !

Soutien aux travailleurs et travailleuses de Guadeloupe !

Le jeudi 30 décembre 2021, à l'occasion d'une manifestation pacifique, Elie Domota, ancien secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG) et porte parole du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon « *Collectif contre l'exploitation outrancière* »), a été arrêté de manière violente et sans fondement en Guadeloupe.

Sous la pression de 2 000 manifestants, Elie Domota a été relâché après trois heures de garde à vue. Il est cependant poursuivi en correctionnel et convoqué le 7 avril prochain par le parquet de Pointe-à-Pitre pour « *violences volontaires en réunion sur personne dépositaire de l'autorité publique et refus de se soumettre au prélèvement obligatoire* ».

Pourtant, les vidéos qui abondent sur les réseaux sociaux démontrent qu'Elie Domota manifestait les bras en l'air avant de se faire gazer, jeter au sol et menotter.

La CGT Finances publiques de Haute-Garonne considère que cette arrestation constitue, une fois de plus, une « pure provocation » et exige l'abandon de la répression et des poursuites engagées à l'encontre d'Elie Domota.

Que ce soit dans l'hexagone ou en outre-mer, le Gouvernement doit cesser sa politique de répression et de mépris à l'égard des syndicalistes qui manifestent pour leurs légitimes revendications.

Nous dénonçons le mépris du gouvernement et le recours à la force et la répression. Le gouvernement a choisi l'escalade de la violence en envoyant 200 gendarmes et policiers supplémentaires, le RAID et le GIGN sur place. Cette escalade rappelle les heures les plus sombres de l'histoire coloniale de la France.

Les manifestant·e·s et les grévistes ne sont pas des délinquant·e·s, ils luttent pour la justice sociale et pour les droits humains élémentaires.

La CGT Finances publiques de Haute-Garonne demande au Gouvernement et à ses représentants en Guadeloupe de mettre fin immédiatement à la répression et aux poursuites contre Elie Domota, de respecter la convention 87 de l'OIT sur les libertés syndicales et d'ouvrir de réelles négociations sur la base des revendications portées par les manifestants et leurs organisations depuis de nombreux mois.

La CGT Finances publiques de Haute-Garonne exige l'arrêt des poursuites contre les manifestant·e·s et l'ensemble des militant·e·s syndicaux.

À Toulouse, le 26 janvier 2022, la commission exécutive.

La commission exécutive de la CGT Finances publiques de Haute-Garonne

Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<https://31.cgtfinancespubliques.fr/>

cgt.drftp31@dgfip.finances.gouv.fr